

SPECIAL ELECTION

Du Dimanche 09 Novembre 2003

NOUAKCHOTT INFO
QUOTIDIEN

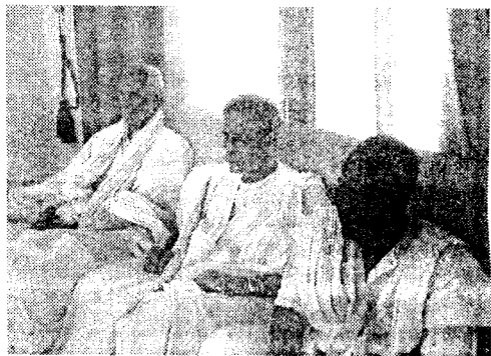
496

La troïka récuse le résultat du scrutin

A lors que le candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla était porté disparu depuis hier après-midi, le revoilà qui réapparaît ce soir aux côtés de ses amis candidats malheureux à l'élection présidentielle du 7 novembre courant, Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir.

La réunion de cette troïka s'est tenue au siège de la campagne de Ould Haidalla où les trois hommes déclareront avoir formé un comité de crise et distribueront un communiqué de presse conjoint dans lequel ils "rejetent les résultats des élections et attirent l'attention de l'opinion nationale et internationales sur la gravité du comportement de ce Pouvoir et des conséquences dangereuses qui pourraient en découler. De même qu'ils renouvellent leur détermination à poursuivre leur combat jusqu'à ce le peuple reprenne ses droits tout en préservant la paix sociale et en respectant l'unité nationale."

D'emblée, Mohamed Khouna Ould Haidalla rappellera qu'il s'était "éclipsé depuis hier soir (7 novembre) pour avoir toute la latitude de me concerter avec mes amis sur la position et la stratégie à adopter face au résultats des élections. J'étais en contact téléphonique permanent avec eux jusqu'à ce que nous avons décidé de tenir cette réunion et nous voilà à l'écoute de vos ques-



tions." A la question de savoir qui sont ses amis, Haidalla répondra qu'il s'agit de Ahmed, Messaoud et le groupe qui avait travaillé avec moi lors de la campagne électorale. Quant au sujet de son arrestation la veille des élections, Haidalla avouera qu'il ne sait toujours pas les raisons pour lesquelles il a été interpellé et qu'il n'avait pas connaissance du soi-disant "plan GRAB1" ou "préparation de coup d'Etat" qui lui sont attribués. Par ailleurs, questionné à sa vision de l'avenir, Haidalla dira: "nous souhaitons le bien et l'espérons pour le pays mais nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir."

Les trois hommes parlaient à tour de rôle. Interrogé sur la régularité juridique des activités de ce comité de crise, Ahmed Ould Daddah dira que "c'est au nom du droit de liberté d'association que nous nous réunissons, même si dans ce pays, il n'y a pas de loi puisque tout ce qui a été fait, l'a été au mépris des lois et de la Constitution."

Au sujet des actions que mènera ce comité de crise, Messaoud Ould Boulkheir soulignera que "nous mèneront des actions juridiques et politiques pour montrer notre insatisfaction et notre rejet des résultats et c'est pour cela que nous avons mis en place ce comité de crise pour trouver les moyens et les voies de riposte à ce hold-up électoral et nous allons poursuivre notre combat sans faiblir."